

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'aérodrome
BP 40137
59303 Valenciennes

Valenciennes, le 08/05/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Briqueterie LAMOUR

375 rue Faidherbe
59119 Waziers

Références : 2025-V3-62
Code AIOT : 0007005418

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/03/2026 dans l'établissement Briqueterie LAMOUR implanté Derrière le Château 59169 Roucourt. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite intervient dans le cadre de la démarche engagée par l'exploitant en vue de prolonger son arrêté préfectoral d'autorisation.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Briqueterie LAMOUR
- Derrière le Château 59169 Roucourt
- Code AIOT : 0007005418
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière de limon d'une surface autorisée de 12 ha et d'extraction de 11 ha est exploitée sur une profondeur maximale de 2 m, jusque la cote minimale + 41 m NGF pour une durée de 15 ans dont 1 an de remise en état.

Son exploitation est autorisée par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 22 avril 2013, jusqu'au 22 avril 2028.

Le gisement est évalué à 156 000 m³ de limon maximum (250 000 t - densité 1,6 t/m³). La production maximale est de 12 500 m³/an soit 20 000 t/an (en moyenne 18 000 t/an).

L'extraction est effectuée par une entreprise extérieure au moyen d'une pelle hydraulique.

Les campagnes annuelles ont une durée moyenne de deux mois, plus deux mois de remise en état, du lundi au vendredi de 7 h 30 à 17 h 30, pendant la période de mars à juin, ou septembre à novembre, par temps sec et hors gel.

Le limon extrait est destiné à la fabrication de briques pleines dans la briqueterie de Waziers.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Lors de l'inspection, il apparaît clairement que l'activité d'extraction de la carrière est une activité largement sous-traitée. Il est rappelé à l'exploitant que la responsabilité du respect de son arrêté préfectoral lui incombe directement. Si cette activité est sous-traitée (comme c'est le cas ici), cela ne l'exonère pas de sa responsabilité : il lui appartient donc de faire des contrôles réguliers et documentés afin de vérifier que son sous-traitant applique bien les prescriptions de l'arrêté préfectoral.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 22/04/2013, article 14	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Prévention des pollutions	Arrêté Préfectoral du 22/04/2013, article 16.1.4	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Actualisation garanties financières	Arrêté Ministériel du 09/02/2004, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Dispositions générales_pollution	Arrêté Préfectoral du 22/04/2013, article 16.1.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Demande de justificatifs de l'exploitant, à transmettre sous 3 mois :

- le plan d'exploitation de la carrière Briqueterie LAMOUR conformément à l'article 14 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 22/04/2013 ;
- la procédure d'intervention écrite qui définit les dispositions à prendre en cas de pollution accidentelle du sol ;
- une attestation actualisée de constitution des garanties financières, établie sur la base du montant de référence applicable à la période en cours et actualisée conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 9 février 2004.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/04/2013, article 14
Thème(s) : Situation administrative, Plan d'exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit tenir à jour un plan à une échelle adaptée à la superficie de la carrière, dont un au moins au 1/2000, sur lesquels sont reportées toutes les informations utiles et en particulier :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. les limites de la surface sur laquelle porte le droit d'exploiter, son bornage, ainsi que ses abords dans un rayon de 50 mètres, 2. les clôtures et panneaux de signalisation, 3. la borne de nivellement et le piquetage du périmètre d'extraction, 4. les bords de la fouille et des talus, 5. les courbes de niveau ou cotes d'altitude NGF des points significatifs, 6. la position des ouvrages visés à l'article 13.1 ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales, 7. les zones remises en état, 8. les diverses installations de la carrière. <p>Ce plan, mis à jour au moins une fois par an, est transmis à l'inspecteur des installations classées. En cas de besoin, celui-ci peut demander la réalisation et la communication de photographies aériennes du site et de son environnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas pu transmettre le jour de la visite le plan d'exploitation de la carrière.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>- L'exploitant transmettra le plan d'exploitation de la carrière Briqueterie LAMOUR conformément à l'article 14 de son arrêté préfectoral d'autorisation du 22/04/2013.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Dispositions générales_pollution

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/04/2013, article 16.1.1

Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions générales_pollution
Prescription contrôlée : 6.1.1. Dispositions générales [...] §2 - Chaque équipement de travail mobile doit être équipé d'un kit absorbant pour hydrocarbures d'une capacité minimale de 45 l, [...]
Constats : L'exploitant n'a pas pu transmettre le jour de la visite la justification que chaque équipement de travail est équipé d'un kit absorbant pour hydrocarbures. L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées un exemplaire papier du Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) de la carrière daté du 10 avril 2025. Le PPSPS précise que l'exploitant a choisi d'utiliser un "kit anti-pollution" afin de lutter contre les déversements accidentels d'hydrocarbures d'une capacité de 90l maximum. D'après le PPSPS la dernière vérification des kit anti-pollution dans les engins (camions et véhicules) a été réalisé le 12/2024 par SOCOTEC INDUSTRIES. La carrière fonctionnant par campagne, cette dernière n'a pas encore débutée au moment de la visite d'inspection (début prévu pour mai 2026), à ce titre, la présence des kit anti pollution n'a pu être vérifiée visuellement. Le respect de cette prescription pourra faire l'objet d'un contrôle lors d'une prochaine visite effectuée par l'inspection pendant le fonctionnement de la carrière. L'exploitant a transmis par mail du 01/04/2026 une attestation de la part du prestataire chargé de l'extraction, certifiant que les employés de la carrière sont formés à l'utilisation d'un kit anti-pollution.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Prévention des pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/04/2013, article 16.1.4
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant dispose d'une procédure d'intervention écrite qui définit les dispositions à prendre en cas de pollution accidentelle du sol. Elle est portée à la connaissance de toutes les personnes amenées à travailler sur le site.
Constats : L'exploitant n'a pas pu transmettre le jour de la visite la procédure précitée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmettra la procédure d'intervention écrite qui définit les dispositions à prendre

en cas de pollution accidentelle du sol.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Actualisation garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/02/2004, article 3
Thème(s) : Situation administrative, Garanties financières
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le montant indiqué dans le document d'attestation de la constitution de garanties financières doit être actualisé au moins tous les cinq ans. Ce montant est obtenu par application de la méthode d'actualisation précisée à l'annexe III du présent arrêté au montant de référence figurant dans l'arrêté préfectoral pour la période considérée. L'arrêté préfectoral fixant le montant de référence des garanties financières précise l'indice TP01 utilisé pour le calcul de ce montant. Toute modification de l'exploitation conduisant à une augmentation du coût de remise en état nécessite une révision du montant de référence des garanties financières.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'acte de cautionnement en vigueur a été réalisé pour la période 2016-2028. Par mail du 1/04/2026, l'exploitant a transmis des éléments ne permettant pas de justifier d'une actualisation sur la période quinquennale en cours.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre une attestation actualisée de constitution des garanties financières, établie sur la base du montant de référence applicable à la période en cours et actualisée conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 9 février 2004.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra une attestation actualisée de constitution des garanties financières, établie sur la base du montant de référence applicable à la période en cours et actualisée conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 9 février 2004.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois